

Éditorial – Editorial

La difficile construction d'un commun dans les sciences. Crise pandémique et éthique de la recherche

Les efforts de recherche autour de la pandémie de Covid-19 sont considérables, et peut-être sans précédent. Sur la seule année 2020, les études convergent pour donner le chiffre de 250 000 publications, toutes disciplines confondues, sur le seul sujet Covid-19, soit 4 % de l'ensemble des articles de l'année et 10 % des articles en prépublication (*preprint*). Temps d'évaluation des publications (*reviewing*) significativement réduits¹, dépôts de prépublications en archives ouvertes en très forte augmentation², l'appel à la science ouverte, largement relayé ces dernières années par les institutions de recherche, a pris la forme d'une expérimentation concrète dans cette crise. Aussi, et de façon inattendue, la science aura été pendant plusieurs mois au cœur de l'actualité politique et du débat public, pas simplement en tant que productrice de résultats stabilisés mais surtout comme processus hésitant et pluriel de construction de connaissances. C'est pourquoi, cette crise pandémique, dans tout ce qu'elle exprime de dysfonctionnements au sein de nos systèmes économiques et sociaux, a aussi été une formidable mise à l'épreuve des potentialités d'implication de la science et, d'une certaine façon, l'occasion d'une rencontre plus intime avec celle-ci.

Plusieurs éléments viennent pourtant ternir, du moins complexifier, ce tableau. Derrière l'avalanche de publications Covid-19, plusieurs études nous montrent que la qualité n'est pas au rendez-vous³, notamment sur le critère de l'originalité des hypothèses et des résultats⁴, ce qui n'est pas vraiment une surprise en temps de crise, là où le constat d'une dissociation entre quantité et qualité est par ailleurs bien documenté⁵. Aussi, bien que sur l'ensemble de ces publications, environ la moitié soit

hors du champ des sciences biomédicales, la place et le rôle des sciences humaines et sociales ont été largement minorés dans la compréhension du phénomène pandémique et dans l'étude des moyens pour y faire face. L'effort de recherche dans ces domaines a pourtant été manifeste⁶, explorant des dimensions constitutives de l'objet Covid-19 : par exemple, les liens entre vulnérabilités et inégalités face à la maladie, les redéfinitions du rapport entre santé et maladie que le concept de « syndémie » est venu mettre en lumière⁷ ou encore les travaux sur l'éthique de l'anticipation, de la façon dont on prend soin du futur⁸. Et, enfin, nous avons pu constater une grande confusion dans la façon de mobiliser les scientifiques comme experts, leur demandant d'exprimer une conviction, avant même de partager leur savoir. D'où la quantité de contradictions – ou de ce qui est ressenti comme tel – dans un problème qui touche toute la population. Ce raccourcissement entre le travail scientifique et l'action publique a fixé les débats autour de la notion d'incertitude reproduisant ainsi le schéma classique : l'expert scientifique est en pleine logique d'incertitude et le politique arbitre en prenant ses responsabilités. Là où c'est surtout l'inconnu qui nous fait face, un inconnu non traitable depuis une expertise ou une discipline particulières, ce qui le différencie de l'incertain dont on espère toujours qu'il puisse être mis en chiffre. Là où la responsabilité n'est plus simplement politique mais devient sociale, tant les intrications entre savoirs (scientifiques), pouvoirs (politiques et institutionnels) et vouloirs (citoyens) sont nombreuses.

Mais au-delà de ces enjeux de publications, d'expressions de la pluralité et de logique de l'expertise, une problématique plus silencieuse, peut-être moins évidente, a émergé : il s'agit de la difficulté de construire un commun scientifique sur lequel s'appuyer comme

¹ Else H., 2020. <https://doi.org/10.1038/d41586-020-03564-y>.

² La plateforme MedRxiv, créée en juin 2019, a recensé la première année 832 prépublications, tous domaines confondus, et, en 2020, plus de 8 000 prépublications Covid-19 : <https://www.medrxiv.org>.

³ Maisonneuve H., Plaud B., Caumes E., 2020. <https://doi.org/10.1016/j.lpmfor.2020.10.021>.

⁴ Raynaud M., Zhang H., Louis K. *et al.*, 2021. <https://doi.org/10.1186/s12874-020-01190-w>.

⁵ Gringas Y., 2014. *Les dérives de l'évaluation de la recherche. Du bon usage de la bibliométrie*, Raisons d'agir.

⁶ Par exemple, la coordination HS3P-CriSE « Crises sanitaires et environnementales – Humanités, sciences sociales, santé publique » initiée par le CNRS et l'Inserm en mars 2020 : <https://www.hs3pe-crisis.fr>.

⁷ Stiegler B., 2021. *De la démocratie en Pandémie. Santé, recherche, éducation*, Gallimard.

⁸ Coutellec L., Jolivet A., Moser S.J., Weil-Dubuc P.-L., 2019. <https://doi.org/10.4000/books.editionsmsn.16792>.

contribution fiable – c'est-à-dire digne de confiance – pour l'action publique. Non pas un consensus mais un commun, à savoir ce qui ne s'obtient ni par la réduction – de toutes les sciences autour de quelques-unes – ni par l'autorité – de représentants autoproclamés ou désignés par le pouvoir politique – mais depuis la richesse et la diversité scientifiques. La façon de concevoir un tel commun, ses conditions et ses potentialités sont des enjeux d'ordre épistémologique que l'on voudrait positionner au cœur de l'éthique de la recherche. Quelques caractéristiques peuvent en être dessinées en guise d'ouverture à la discussion au moment où la crise pandémique interroge, à bon escient, notre représentation des sciences.

Classiquement, le commun scientifique est pensé comme ce qui découle, *in abstracto*, de l'adhésion à la « communauté scientifique », cette « fiction sociale qui n'a rien de fictif socialement⁹ ». Mais c'est l'inverse qui se produit, le concept de communauté scientifique est vide sans la construction, *in situ*, de communs. Et ces derniers ne nous sont pas donnés, ils sont l'expression d'un inconnu, ici la crise pandémique. Pas de commun sans le postulat de l'inconnu, sans l'idée qu'il existe un X partageable, qu'aucune discipline, aucun savoir, aucune autorité scientifique ne peut s'approprier ou en faire œuvre d'intégration¹⁰. Ainsi, contrairement à l'idée kuhnienne du développement des sciences, ce commun n'est pas la marche normale de la science que viendrait bousculer la contradiction. Là aussi, la logique est tout autre, nous observons que le régime habituel de la science est plutôt celui de la fragmentation, de la conflictualité, de la pluralité radicale, desquels émergent occasionnellement des « paliers d'adhésion¹¹ ». Le commun n'est donc pas le standard, il n'est pas non plus le « plus petit dénominateur commun » ; au contraire, il est la pleine expression du pluralisme scientifique, l'émergence en son sein d'une forme de fiction : celle d'un dialogue ouvert entre savoirs et disciplines autour d'un inconnu. Dialogue qui consiste non pas seulement à partager ce que chaque protagoniste sait ou croit savoir – posture constitutive de l'idée de « conseil scientifique » – mais surtout ce qu'il ne sait pas. Le commun a cette puissance : il libère les non-savoirs du territoire de l'ignorance pour les accueillir dans l'espace des raisons. Le commun a la puissance du générique¹²

en cela qu'il défait les hiérarchies de position, faisant œuvre de composition plutôt que d'intégration. Là où la différence entre le compositeur et l'intégrateur est du même ordre que celle qui sépare le paysan de l'agromanager : l'humilité de l'inconnu plutôt que l'orgueil de la maîtrise.

Mais alors en quoi cette façon de concevoir le commun en science relèverait-elle de l'éthique de la recherche ? Cette dernière ne doit-elle pas en rester à un exercice consultatif d'arbitrage entre principes ou valeurs dans un contexte particulier, rôle inoffensif qu'on lui accorde habituellement ? Par exemple, rappeler qu'à propos de la conception des essais cliniques – et on pense ici à la controverse autour des essais sur l'hydroxychloroquine –, il existe des principes – consentement, équité, équilibre clinique... – et que ces derniers peuvent être hiérarchisés en fonction du contexte ; contexte qui n'est alors qu'un arrière-plan devant lequel se joue la scène de l'arbitrage éthique. Inévitablement, selon cette logique, la construction d'un commun est impossible et les débats se cristallisent, comme nous avons pu le constater, autour de la recherche de la « bonne science » (le « bon rationnel », avons-nous même entendu...); « bonne science » qui serait alors le mélange confus entre le *mainstream* méthodologique du moment – toujours hâlé d'une présomption de fiabilité – et une bonne prise en compte des principes éthiques. Mais une telle logique ne donne aucune puissance à l'éthique de la recherche, ne lui accorde aucune valeur épistémique, aucun moyen d'agir sur ce qui contribue à la fiabilité scientifique. Or, il nous semble que la crise que nous vivons, multidimensionnelle, imprévisible et de long terme – ce qui d'ailleurs devrait nous faire douter de l'usage du mot « crise » – nous invite plutôt à doter l'éthique de la recherche d'une tout autre logique, celle des communs où l'enjeu n'est plus d'arbitrer mais d'étendre le domaine de l'analyse, où l'enjeu n'est plus d'accompagner en spectateur la lutte pour l'autorité scientifique mais de comprendre ce qui se joue de nouveau dans la composition des savoirs. En somme, une éthique de la recherche comme manière de se défaire du face-à-face stérile entre science et politique, comme création d'un espace pour une épistémologie des communs scientifiques.

Léo Coutellec et Anne-Françoise Schmid

⁹ Bourdieu P., 1976. <https://doi.org/10.3406/arss.1976.3454>.

¹⁰ Voir le cours au New Center of Research and Practice donné par A.-F. Schmid, T. Yanick et J. Neo en 2020 : <https://www.youtube.com/watch?v=nj1NDyanLto&t=5440s>.

¹¹ Israël-Jost V., Coutellec L., 2021. <https://doi.org/10.1051/medsci/2020254>.

¹² Schmid A.-F., Mambrini-Doudé M., 2019. *Épistémologie générique. Manuel pour les sciences futures*, Kimé.